

Les députés évaluent les efforts de réforme au Monténégro et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine

Le Monténégro est le pays le plus avancé en termes d'adhésion à l'UE, malgré des tentatives russes en 2016 de discréditer ses réussites, ont déclaré mardi les députés de la commission des affaires étrangères. Ces derniers ont également passé en revue les efforts de réforme conduits l'année dernière par l'ancienne République yougoslave de Macédoine, exhortant le futur gouvernement à rester sur la voie de l'UE et à accélérer les réformes.

Monténégro

“Le Monténégro demeure la bonne nouvelle des Balkans occidentaux, le pays étant le plus avancé des candidats à l'adhésion à l'UE. Comme toujours, la résolution présente des critiques constructives dans les domaines nécessitant une optimisation, mais souligne aussi les progrès quand et là où il y en a. Alors que le Monténégro cherche à intégrer l'OTAN cette année, je crois qu'il s'agit d'un moment important pour le processus d'intégration européenne et euro-atlantique du pays, et il est essentiel que le Parlement européen en profite pour montrer son soutien sans faille à ce processus”, a déclaré le rapporteur [Charles Tannock](#) (ECR, UK).

Les députés ont salué les efforts continus du Monténégro pour son intégration à l'UE, et rappelé que 26 chapitres avaient été ouverts aux négociations et deux chapitres clôturés. Néanmoins, la corruption, le crime organisé mais aussi la liberté de la presse demeurent des sujets d'inquiétude, précisent les députés dans une résolution adoptée par 51 voix pour, 6 contre et 2 abstentions.

Les députés ont également fait part de leur préoccupation quant aux tentatives présumées de la Russie d'influencer le Monténégro et de déstabiliser les Balkans occidentaux, comme l'ont démontré les efforts récents visant à discréditer les élections d'octobre 2016. Ils exhortent la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, à suivre de près les enquêtes en cours sur une tentative présumée de coup d'état.

Cette question a également été soulevée par les députés lundi, lors d'un [débat sur les progrès du Monténégro en présence du ministre des affaires étrangères du pays, Srdjan Darmanovic](#).

Ce dernier a décrit la tentative de coup d'état comme "une affaire sérieuse" et a fait référence à la déclaration du procureur spécial qualifiant les personnes derrière ce projet de membres des services secrets russes. "Nous devons être patients et donner du temps au procureur spécial pour qu'il puisse porter son affaire devant le tribunal et trouver des réponses non seulement sur les acteurs du projet, mais aussi sur les commanditaires", a-t-il déclaré.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine

La résolution invite l'ancienne République yougoslave de Macédoine à former rapidement un nouveau gouvernement stable, à rester sur le chemin de son intégration à l'UE et à s'engager pleinement à conduire de vastes réformes dans les domaines de l'état de droit, de la justice, de la lutte contre la corruption, des droits fondamentaux, des affaires intérieures et des relations de bon voisinage. Une fois qu'il pourra observer un progrès tangible dans la mise en œuvre de l'accord de 2015 de Pržino et des réformes les plus urgentes, le Parlement européen sera en faveur de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, ont déclaré les députés.

Ils regrettent toutefois que Skopje continue à faire machine arrière sur la réforme judiciaire et déplorent l'ingérence politique récurrente dans la nomination et la promotion des juges et des procureurs. Les députés sont également préoccupés par l'attaque politique contre le bureau du procureur spécial et l'obstruction de son travail.

Le rapporteur [Ivo Vajgl](#) (ADLE, SI) a déclaré: "Il est primordial que la Macédoine se dote d'un nouveau gouvernement disposant d'un soutien solide au sein du Parlement. Après la première tentative infructueuse de formation d'un gouvernement, le Président de Macédoine devrait procéder selon les règles de la constitution du pays et conformément aux pratiques démocratiques, et donner un mandat au parti capable de sortir le pays de sa crise politique."

La résolution sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine a été adoptée par 54 voix pour et 8 contre.

Prochaines étapes

Le Parlement dans son ensemble se prononcera sur ces deux résolutions lors de la session plénière de Strasbourg en mars.

Procédure: résolutions non contraignantes

En savoir plus

[Commission des affaires étrangères](#)

[Profil du rapporteur sur le Monténégro, Charles Tannock \(ECR, UK\)](#)

[Profil du rapporteur sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Ivo Vajgl \(ADLE, SI\)](#)

[Enregistrement vidéo du débat avec Srdjan Darmanovic, ministre des affaires étrangères du Monténégro \(27.02.2017\)](#)

[Fiche de procédure concernant le Monténégro](#)

[Fiche de procédure concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine](#)

Contacts

Gediminas VILKAS

Attaché de presse

 (+32) 2 28 46396 (BXL)

 (+33) 3 881 64504 (STR)

 (+32) 498 98 33 30

 [@EP_Development](#)

 [@EP_ForeignAff](#)

 gediminas.vilkas@europarl.europa.eu
